

b) La recomposition du mouvement étudiant unitaire de masse.

Les perspectives organisationnelles de la minorité se fondent sur trois propositions, clairement soulignées dans le texte du BI No 6 (décembre 70).

—La première proposition affirme l'adéquation des comités de lutte conjoncturels aux tâches du mouvement étudiant, à l'étape actuelle de sa crise : « Nous disposons enfin (!) de l'appui organisationnel capable de porter ces batailles politiques : les comités de lutte, comme réponses adaptées à la crise actuelle du mouvement étudiant issu de Mai 68 ».

—La seconde proposition dénonce toute perspective de centralisation, dans les conditions actuelles, comme une démarche bureaucratique entravant le développement naturel des comités de lutte :

« Prévoir dès maintenant la coordination, la centralisation organisationnelle sur le plan national, c'est faire une erreur de type mécaniste : c'est oublier que les CL représentent précisément une étape dans la recomposition d'un mouvement étudiant national, à condition de ne pas museler, par une centralisation hâtive, fictive et bureaucratique, leur développement ».

La troisième proposition indique comment la minorité conçoit le processus de recomposition du mouvement étudiant et éclaire en conséquence la signification des deux propositions précédentes : la recomposition du mouvement étudiant s'effectue d'abord à la base ; dans chaque faculté se constitue un centre politique (le CL) « capable par son caractère unitaire et de masse, de cristalliser l'ensemble de la mobilisation et de l'agitation ». Ce CL rassemblé d'abord à l'occasion d'une bataille, diversifie progressivement la gamme de ses interventions. Lorsque cette gamme est à peu près complète (luttés anti-impérialistes, anti-répressives, universitaires, soutien aux luttes ouvrières, etc...), les comités de lutte seront parvenus à maturité. Alors se posera le problème de la centralisation ; la coordination s'effectuera à partir de la base et gagnera de proche en proche (coordination par facs, universités, académies, etc...) le niveau national.

« Ce n'est que dans la mesure où nous arriverons à faire remplir toutes leurs fonctions aux comités de lutte, où nous ferons avancer concrètement la mobilisation de masse des étudiants dans notre perspective de lutte politique contre le pouvoir, que nous commencerons à résoudre le problème de la centralisation politique (?) des CL » (BI No 6).

3) Où sont les divergences ?

a) Les CL « réponses adaptées » ?

Il est faux que les comités de lutte, conjoncturels, locaux et unitaristes soient des « réponses adaptées à la crise actuelle du mouvement étudiant ». Cette crise, nous l'avons vu, a franchi cette année une nouvelle étape, permettant de dépasser la structure des CL telle que nous l'avons pratiquée en 1969-70. Les minoritaires ont une vision bien optimiste (voire apologétique) des CL. Ils n'en perçoivent pas les limites, étroites et contraignantes. Loin de les concevoir comme des contre-feux provisoires, mis en place dans le cadre d'un rapport de force donné, ils ont tendance à les idéaliser, les présentant comme les unités de base du futur mouvement étudiant recomposé. Attribuant aux CL une vitalité et une logique de développement qu'ils n'ont pas, les minoritaires sont conduits à les protéger contre le zèle centralisateur de la majorité.

b) La centralisation, entrave au développement des CL ?

Il est faux de prétendre que la perspective de centralisation risque de museler le développement des comités de lutte.

Au contraire, c'est le localisme, l'émiettement des CL qui « musèle » leur développement. Les CL se vident de leur substance après chaque mobilisation et se reconstituent lorsque survient une mobilisation nouvelle. Émiettés, intermittents, divers, ils constituent une structure organisationnelle trop inconsistante pour polariser et fixer les étudiants actifs qui refusent de s'y investir, hors périodes de mobilisation. Tels qu'ils se constituent spontanément, les CL ne répondent pas à l'attente politique des « étudiants progressistes ».

Ici, il faut bien comprendre l'évolution de la frange politisée du mouvement étudiant : la crise du mouvement étudiant traditionnel et du mouvement mao-spontané n'affecte pas simplement l'UNEF et les groupes ultra-gauches. Les phénomènes qui l'ont produit agissent également hors des organisations, sur le mouvement étudiant spontané. Les étudiants actifs tirent des bilans. Nombreux sont parmi eux ceux qui se déterminent aujourd'hui en réaction à l'ultra-gauche et au réformisme. Ce sont ceux-là que nous cherchons à stabiliser dans les comités de lutte permanents. Et « ceux-là » ne sont nullement disposés à s'embarquer dans une nouvelle expérience semi-spontex. Les comités flous, vagues et confus ne les excitent guère plus que la théorie de la recomposition-du-mouvement étudiant-unitaire-de-masse par l'auto-développement des CL spontané. Seule la perspective d'un mouvement national, politiquement cohérent et fortement structuré est susceptible de stabiliser les cadres naturels du mouvement étudiant émergents au cours de chaque lutte. Seule cette perspective peut donner vie et consistance aux comités de lutte permanents.

c) La théorie de « la recomposition proces »

Nulle part peut-être ne perçoit mieux le luxembourgeoisisme latent de la minorité que dans sa conception des CL et de la recomposition du mouvement étudiant ! C'est une véritable théorie de la « recomposition-proces » qui nous est servie ! Ici réside le fondement théorique de nos divergences sur les CL : pour la minorité, la recomposition du mouvement étudiant s'effectue à partir du processus d'auto-développement du CL : le CL, structure de mobilisation ponctuelle et conjoncturelle, s'auto-développe (sous l'action des révolutionnaires, bien sûr) en CL assumant « toutes ses fonctions politiques » (donc permanent), puis en unité de base d'une coordination locale, régionale, et enfin nationale. Alors, le mouvement étudiant unitaire de masse est recomposé. L'UNEF-Renouveau et l'UNEF-Unité se retrouvent sur les bas-côtés.

Pour la majorité, il n'y a pas d'auto-développement des CL étudiants. Il n'y a aucune « nécessité objective » qui pousse les étudiants conjoncturellement mobilisés sur un objectif à se doter localement de structures de mobilisation permanentes (et encore moins d'un mouvement national). La logique du mouvement étudiant spontané, c'est l'atomisation après la lutte. C'est aux révolutionnaires qu'il revient d'assumer les tâches de coordination et de centralisation. Si nous ne nous attelons pas à la construction prolongée, opiniâtre, d'un mouvement étudiant national, les CL ne dépasseront jamais le niveau des comités de mobilisation conjoncturels, localistes et confus. De plus, il faut bien s'entendre sur ce que nous voulons